

## ARTICLE D'OPINION

Par Danae Kyriakopoulou

Spécialiste principale des politiques au Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la London School of Economics and Political Science, membre du conseil consultatif à l'Official Monetary and Financial Institutions Forum Sustainable Policy Institute, et membre des Jeunes leaders mondiaux du Forum économique mondial

# L'inaction face au changement climatique : conséquences pour le commerce international

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux pandémies et l'impératif stratégique de réorienter les partenariats après le déclenchement de la guerre en Ukraine ont mis en évidence la vulnérabilité du commerce mondial face à des risques d'origine extérieure à l'économie. Les risques liés au climat augmentent en termes de fréquence, d'intensité et de couverture géographique. Contrairement à la pandémie et à la guerre, nous pouvons les anticiper et les gérer, même si la fenêtre d'opportunité est de plus en plus étroite.

Les politiques visant à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets sont parfois jugées « trop coûteuses ». Dans un environnement postpandémique où les finances des États, des entreprises et des ménages sont sous pression, une « transition verte coûteuse et inabordable » constitue une cible facile. De tels discours manquent dangereusement de lucidité : retarder l'action climatique entraîne un coût d'opportunité bien plus élevé que celui de l'inaction.

Il ne fait aucun doute que le maintien du statu quo a un coût de plus en plus lourd, non seulement pour l'environnement naturel, mais aussi pour le système économique, financier et commercial mondial. Les conséquences commerciales des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses, des changements climatiques graduels et des ajustements politiques, tels que les taxes et les réglementations liées au climat, se manifestent déjà de multiples manières.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les ouragans et les inondations, endommagent directement les infrastructures essentielles, notamment les routes, les ponts, les ports, les voies ferrées et les aéroports. La fréquence plus élevée des perturbations nuit au commerce des marchandises et des services, comme le tourisme. Le commerce des produits alimentaires et agricoles est particulièrement exposé aux vagues de chaleur et aux sécheresses qui peuvent affecter le rendement des cultures et inciter les pays à restreindre leurs exportations. En mai 2022,

l'Inde, grand producteur de blé, a interdit les exportations au nom de la sécurité alimentaire nationale, dans un contexte de canicule.

Mais il n'est pas nécessaire qu'il y ait une catastrophe naturelle pour qu'il y ait une catastrophe économique : les changements graduels de température qui exposent les biens d'équipement et la main-d'œuvre au stress thermique, ou qui augmentent les coûts de refroidissement des installations de stockage, peuvent également nuire à la productivité et perturber les chaînes de valeur mondiales (CVM). Les économies dont l'avantage comparatif est lié aux processus climatiques sont très exposées : la dégradation des terres et le stress hydrique auront un impact sur l'agriculture, tandis que les dommages causés aux écosystèmes et les changements des conditions météorologiques affecteront le tourisme dans les stations balnéaires ou de ski. De tels processus peuvent entraîner des changements des avantages comparatifs et modifier la structure du commerce mondial.

Si certains risques peuvent être partiellement gérés par

la diversification des chaînes d'approvisionnement et la constitution de stocks tampons, ces stratégies ont des limites et supposeraient des compromis sur les éléments fondamentaux du système commercial moderne : la spécialisation en fonction des avantages comparatifs, les économies d'échelle et l'optimisation des chaînes de valeur mondiales (CVM).

Et ce ne sont pas seulement les perturbations climatiques physiques qui menacent le commerce mondial, mais aussi les « risques de transition » inhérents à l'évolution des

stratégies, des politiques ou des investissements nécessaires à la transition verte. Le rythme inégal de l'action climatique entre les pays a conduit certains gouvernements à envisager des mesures d'ajustement carbone aux frontières, prévoyant des taxes à l'importation et/ou des remises à l'exportation, afin de créer des conditions équitables entre les entreprises soumises à différentes réglementations et taxes liées au climat. De telles mesures, tout en s'attaquant aux fuites de carbone, peuvent bouleverser les modèles commerciaux en incitant à la délocalisation ou

en court-circuitant des chaînes d'approvisionnement.

Les risques liés à l'inaction soulignent combien il est urgent de redéfinir nos économies d'une manière qui soit bénéfique pour la planète et ses habitants, aujourd'hui et demain. Mais il n'y a pas que du négatif s'agissant de ces risques. Il y a aussi des opportunités de croissance, d'investissement et de commerce promettant un avenir extrêmement prospère, avec des économies plus productives, des sociétés plus saines et des écosystèmes plus riches.

températures sur la productivité du capital humain est une utilisation accrue de la climatisation économe en énergie sur les lieux de travail. Mais cela entraînerait des coûts plus élevés tant en termes d'acquisition des systèmes de climatisation que des coûts énergétiques pour les faire fonctionner, avec une perte de compétitivité pour les entreprises.<sup>2</sup>

La hausse des températures peut également réduire la productivité du capital. Par exemple, elle peut entraîner une surchauffe plus fréquente des machines lourdes, ce qui nécessite des périodes de refroidissement plus fréquentes et plus longues. Les infrastructures extérieures risquent de se déprécier plus rapidement, réduisant ainsi leur durée de vie (GIEC, 2014a). Dans l'ensemble, l'impact du changement climatique sur le commerce par le biais de modifications des circuits de productivité dépend de la localisation géographique des pays et de ce qu'ils produisent, ce qui est susceptible de modifier les avantages comparatifs.

L'évolution de la structure de la demande, au-delà des changements au niveau de la spécialisation de la production, sera également importante pour façonner l'impact du changement climatique sur le commerce. À cet égard, la dépendance d'un pays à l'égard du commerce avec des pays et des communautés vulnérables au climat, et plus largement son niveau d'intégration mondiale, auront également leur importance, car ils déterminent l'exposition de ce

pays aux impacts climatiques de l'étranger. En ce sens, le commerce peut être un canal de propagation des dommages liés au changement climatique entre les pays (Schenker, 2013 ; Schenker et Stephan, 2014 ; OMC, 2021c).

L'impact du changement climatique devrait être plus marqué sur les pays des régions de basse latitude, dont beaucoup sont des économies en développement dont l'avantage comparatif découle de facteurs climatiques ou géophysiques. D'après les projections, une augmentation des températures mondiales de 2,5 °C d'ici à 2060 pourrait faire baisser les volumes d'exportation dans une proportion pouvant atteindre 5 à 6% pour les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, de 3 à 4% pour l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient et de 2% pour l'Amérique latine, contre moins de 1% pour l'Europe et l'Amérique du Nord America (Dellink, Hwang, *et al.*, 2017). Cependant, du fait de l'ensemble complexe de liens qui existent au sein des économies et entre elles, il est particulièrement difficile de prévoir dans quelle mesure une économie gagnera ou perdra en compétitivité dans un secteur donné face à un choc lié au climat. Dans le même temps, la compréhension du mécanisme par lequel cela se produit permet de savoir quelles économies sont les plus à risque.

La question de savoir si une économie gagne ou perd un avantage comparatif dans un secteur donné